

<http://lipietz.net/Pourquoi-sommes-nous-en-train-de-perdre-la-bataille-pour-sauver-la-biodiversite>

THE EUROPEAN BIODIVERSITY ACTION PLAN, conférence  
organisée par l'intergroupe "Développement soutenable"

# Pourquoi sommes-nous en train de perdre la bataille pour sauver la biodiversité ?

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mercredi 11 février 2009

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Je voudrais réagir aux [très riches interventions entendues aujourd'hui](#)**, qui ont essayé d'expliquer pourquoi nous avons échoué avec le *Biodiversity Action Plan*, pourquoi le *Count-down 2010* deviendra un *count-up*. Le ministre belge, M. Magrette, vient de reconnaître que c'est plutôt à partir de 2010 qu'on commencera à prendre conscience du problème, et non pas en 2010 qu'on aura stoppé l'érosion de la biodiversité dans l'Union européenne. Mais comprendre un échec, c'est comprendre comment réussir à l'avenir.

Plusieurs raisons ont été avancées.

La première, proposée par Gérard Onesta, vice-président du Parlement, c'est que l'Europe a relativement bien agi, mais que les États n'ont pas suivi, ou que tous les États n'ont pas suivi. Évidemment, Gérard Onesta, qui est français, sait très bien que la France est incroyablement retardataire pour l'application des directives Habitat, Oiseaux, Natura 2000. Il connaît très bien le problème du décalage colossal qui s'institue très rapidement entre les volontés de l'Union européenne, et leur application au niveau national. Il a raison, et tout le discours du ministre belge selon lequel il faudrait des directives plus contraignantes est tout à fait juste. Mais il reste le problème de faire accepter ces directives contraignantes par les États, et qu'elles soient bien mises en oeuvre par les États.

Cela dit, je ne suis pas entièrement convaincu : l'Union européenne reste aussi « anti-biodiversité ». La bataille pour imposer à une population européenne majoritairement hostile aux OGM a abouti, il faut bien le reconnaître, à l'introduction forcée, comme une oie qu'on gave, de ces fameuses *invasive aliens* (plantes exotiques invasives), pour le coup extrêmement dangereuse, compromettant la survie des variétés pures d'OGM. C'est venu de la Commission, bousculant, forçant la volonté des peuples et des États qui avaient les moyens de se réfugier derrière la convention de Carthagène. Donc les choses ne sont pas si simples : ne disons pas « l'Europe fait très bien, les États ne font pas bien ». Chacun porte sa part de responsabilité. On l'a vu de nouveau avec les *biofuels* (agrocarburants).

Deuxième grande raison, proposée par le commissaire Dimas : ce serait une question de coût. Je suis assez surpris. La biodiversité ne coûte rien, on l'a au départ ! C'est une richesse gratuite, un patrimoine naturel. Ce qui coûte, c'est de la détruire. Non seulement on doit dépenser pour la détruire, mais on paie le fait qu'on l'a détruite, c'est un « double dividende négatif ». D'ailleurs, Jacqueline Mac Glade l'a expliqué, ce qui détruit le plus la biodiversité en Europe, c'est la fragmentation de l'espace par les infrastructures. Il suffirait de ne pas fragmenter pour freiner l'érosion de la biodiversité. Il semble que la fragmentation de l'espace soit aujourd'hui de droit, et qu'ensuite il faut ménager des crapauds pour compenser le fait qu'on a coupé leurs chemins par des infrastructures. Je crois qu'on a tellement intégré l'idée que la destruction de la biodiversité est de droit, et que la protéger est donc un manque à gagner pour ceux qui sinon l'auraient détruite, qu'on en est à dire que la biodiversité coûte quelque chose. Non, elle ne coûte strictement rien, elle est là, elle nous est donnée, c'est la détruire qui nous coûte quelque chose, et par conséquent, la plupart des problèmes peuvent être résolus par des règles de protection et d'astreinte. C'est la stratégie « Ulysse et les sirènes » qui a été évoquée tout à l'heure : si l'humanité n'est pas capable de se contrôler pour ne pas détruire ce qu'elle aime et dont elle a besoin, il faut qu'elle s'attache elle-même.

Ce qui nous amène à la question de la valorisation. Je mets provisoirement entre parenthèses l'explication de Tony Young concernant la façon d'évaluer la valeur de la biodiversité, et je passe directement à ce que nous a dit Monsieur Sukdov : le fait que la biodiversité n'est pas valorisée implique évidemment qu'on n'en tient aucun compte. Si on a d'autres raisons valorisables de la détruire (par exemple le besoin d'une nouvelle route qui va fragmenter l'espace), puisqu'on ne sait pas mesurer sa valeur à elle, on pensera inutile de la ménager (il a dit « *manage* », mais le français « ménager » convient très bien). « Ce qu'on ne sait pas mesurer, on ne sait pas le ménager. » Je crois que c'est assez vrai.

## Pourquoi sommes-nous en train de perdre la bataille pour sauver la biodiversité ?

---

M. Sukdov a joué sur les expressions « tragédie des pauvres » et « tragédie des biens communaux ». Il y a eu un très fructueux débat, la semaine dernière, au Forum social mondial de Belém qui se tenait en Amazonie, [sur les biens communs](#), avec toute une série de critiques du célèbre article de Hardin, *The Tragedy of the Commons*. Les intervenants montraient qu'il n'existait pas de *common* (ou extrêmement rarement : on peut les compter sur les doigts de la main), qui n'aient pas été soumis à des règles consuetudinaires, pour que les pauvres les ménagent. Par exemple, les biens communaux, au Moyen-Age, avaient des règles d'usage extrêmement fortes, qui présentaient aussi des inconvénients (par exemple on n'avait pas la possibilité de passer à l'assolement triennal sur un terrain communal, ce qui en diminuait le rendement, c'est vrai).

Si l'on cherche les cas de *commons* qui ont vraiment été pillés de façon destructrice pour leur biodiversité faute de règle d'usage, il y a les terres et côtes colonisées (avec la disparition du [Dodo oiseau](#) et la destruction, en 27 ans, de la [Rhytine de Steller](#)) et les mers avec leurs bancs de poissons. On voit que dans ces cas il s'agit de communs pour les peuples indigènes mais de *res nullius* (n'appartenant à personne) pour l'exploitation « moderne ». Par exemple, prélever sur les réserves hauturières pose évidemment un problème quand ce sont d'énormes bateaux qui viennent les piller, alors que quand elles sont exploitées par des pirogues, ça ne pose aucun problème. Et ainsi de suite. Je crois que nous avons un vrai problème de remise en place de règles d'usage des biens communs.

Dernier point, et c'est Toni Long qui l'a évoqué, nous ne savons pas expliquer aux gens ce qu'est la biodiversité. Ce n'est pas tout simplement « la nature ». Le Grand Canyon, c'est minéral, ce n'est pas sa biodiversité (même s'il en contient un peu) qui en fait la valeur. Une grande plaine de blé, c'est végétal mais ce n'est pas de la biodiversité. C'est la diversité des espèces vivante qui importe et qui est une richesse. Pas seulement pour les yeux ou pour la pollinisation de cultures (la diversité des gènes, système immunitaire du vivant, est aussi importante). Si nous n'enseignons pas en quoi il est important d'avoir de la diversité inconnue dans la nature, nous ne saurons pas convaincre les gens que ça vaut le coup de conserver cette diversité.